

Autriche : les raisons de la poussée de l'extrême droite

LE MONDE | 25.04.2016 à 06h46 • Mis à jour le 25.04.2016 à 11h36 | Par Blaise Gauquelin (Vienne, correspondant)



Norbert Hofer du parti FPÖ à Vienne le 24 avril 2016. HEINZ-PETER BADER / REUTERS

Assis devant leur télé face à la traditionnelle soirée électorale, les Autrichiens ont assisté à un spectacle inédit, dimanche 24 avril. Pour la première fois depuis 1945, les grands fauves de leur classe **politique** étaient relégués en arrière-plan, les journalistes interrogeant des seconds couteaux presque intimidés de se **trouver** sous les projecteurs.

L'extrême droite (FPÖ) est arrivée très largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle, éliminant pour la première fois d'entrée les sociaux-démocrates (SPÖ) et les chrétiens conservateurs (ÖVP), au **pouvoir** au sein d'une grande coalition depuis 2008. Ces derniers ne recueillent que 11,2 % des voix chacun. Jusqu'à présent, leurs formations captaient, pour ce scrutin, huit électeurs sur dix. L'humiliation est donc spectaculaire. Elle marque aussi la fin d'une ère, car un ancien professeur d'université indépendant, Alexander Van der Bellen (20,4 %), soutenu par les écologistes, est arrivé en seconde position. Or jamais les Verts (Die Grünen) n'avaient, auparavant, réussi à se **hisser** au second tour d'une élection nationale en **Autriche**.

Le FPÖ réalise son meilleur résultat à une élection nationale dans ce pays de 8,5 millions d'habitants. C'est même un plébiscite : en remportant 36,4 % des suffrages, Norbert Hofer fait nettement mieux que feu Jörg Haider, ancienne figure de proue de cette **formation** alliée au **Front national** à Bruxelles. Pourtant, ce second couteau de la galaxie extrémiste autrichienne était presque inconnu du grand public au lancement de sa campagne.

Le président autrichien, élu pour un mandat de six ans renouvelable une fois, ne participe pas à la gestion au quotidien du pays, et est réduit d'ordinaire à un rôle protocolaire et moral. Il dispose toutefois de pouvoirs formels étendus : il est chef des **armées**, nomme le chancelier et peut, dans certaines circonstances, **dissoudre** le parlement.

Un second tour incertain

Le score de Norbert Hofer lamine deux personnages historiques de la gauche et de la droite autrichienne : le candidat **social**-démocrate (SPÖ), Rudolf Hundstorfer, ministre sortant des affaires sociales, et le chrétien conservateur Andreas Khol (ÖVP), qui a notamment été président du Parlement. L'ampleur de leur échec représente un tremblement de terre pour les deux partis, qui se partagent la présidence depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Leur déclin semble s'accélérer de façon spectaculaire, d'autant plus que, pour la première fois, la volatilité des électeurs touche toutes les couches sociales, même des bastions d'ordinaire aussi captifs que ceux des retraités ou des syndicalistes.

Il met aussi en danger les mandats du chancelier, Werner Faymann (SPÖ) et du vice-chancelier Reinhold Mitterlehner (ÖVP), qui courent jusqu'en 2018. Il leur sera très difficile de **tenir** jusqu'aux prochaines législatives.

Si les causes de ce séisme sont multiples, elles ne peuvent pas **être** puisées dans une insatisfaction liée à la seule crise. Car l'Autriche reste, dans la région, un havre de prospérité. Malgré un chômage en hausse, ce scrutin prouve au contraire que l'extrême droite peut **progresser** en Europe dans des pays en bonne santé économique.

Les études d'opinion montrent que Norbert Hofer, 45 ans, doit d'abord son succès à son relatif jeune âge, alors qu'Andreas Khol a 74 ans, Rudolf Hundstorfer, 64, et Alexander Van der Bellen, 72. L'offre était complétée par une candidate indépendante, Irmgard Griss, âgée de 69 ans, qui réalise un résultat inespéré en arrivant troisième (18,5 %). Enfin, le sixième impétrant, un excentrique magnat de l'**immobilier**, affichait 82 printemps. Il ne dépasse pas les 3 %.

Avec ses 45 ans et la fraîcheur de son **sourire**, Norbert Hofer incarne donc une forme de renouvellement générationnel. Selon un sondage Public Opinion Strategies, 30 % de ses électeurs ont affirmé **avoir** voté pour lui parce qu'il était « *jeune et dynamique* » et les autres candidats, « *trop vieux* ».

Mais le scrutin avait également lieu dans le **contexte** orageux de l'arrivée des migrants. Le président sortant SPÖ, Heinz Fischer, n'a sans doute pas servi son camp, en affirmant que le nombre des demandes d'asile déposées en Autriche en 2015 « *avait dépassé celui des naissances* », alimentant la peur de la **population**, face à des flux que la **politique** du gouvernement semble incapable de **maîtriser**, faute de consensus européen.

Dans ce contexte, le second tour, qui aura lieu le 22 mai prochain, paraît bien incertain. Par le passé, jamais un **challenger** n'a rattrapé un tel retard. Les chrétiens conservateurs, qui ont déjà gouverné avec l'extrême droite entre 2000 et 2006, brisant d'ailleurs à l'époque un tabou en Europe, n'ont pas donné de consignes de vote.

« Démocratie non libérale »

Alexander Van der Bellen a polarisé le débat public en annonçant qu'il refuserait de **nommer** chancelier le chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, si ce dernier arrivait en tête des prochaines législatives.

La **culture** démocratique autrichienne exige pourtant du président qu'il respecte le choix des électeurs et cette déclaration a été très sévèrement jugée, même au sein de l'électorat opposé à l'extrême droite.

Son score au premier tour est d'ailleurs bien en deçà des sondages, qui le donnaient en tête depuis des mois. Norbert Hofer ne s'est-il pas réjoui de se **retrouver** en dernière ligne droite face à cet écologiste faisant finalement assez peu consensus ?

« *La mobilisation des abstentionnistes décidera de la victoire d'un camp sur l'autre* », analyse Christoph Hofinger, de l'institut de sondages SORA. « *Le 22 mai prochain, le taux de participation sera le principal indicateur de la tendance. Les sociaux-démocrates vont **appeler** leurs électeurs à **voter** pour les Verts, dans l'espoir de **sauvegarder** ne serait-ce qu'un semblant de vie politique centriste et pour **éviter** une crise de régime. Une majorité des électeurs de la candidate*

indépendante Irmgard Griss vont sans doute également voter pour Alexander Van der Bellen. »

Pour tenter de l'emporter face à l'extrême droite et de devenir le premier président écologiste en Europe, ce vieux professeur tyrolien à la barbe de trois jours va sans doute chercher à toucher la corde sensible de l'équilibre du pouvoir, dans un pays habitué depuis des décennies au consensus politique.

Alors que le FPÖ est donné largement en tête des intentions de vote en cas de législatives, il argumentera qu'il pourrait être déraisonnable de lui céder tous les leviers de pouvoir. D'autant plus qu'au cours de la campagne Norbert Hofer a ouvertement menacé de révoquer le gouvernement en cas de victoire, comme la Constitution l'y autorise théoriquement.

Il s'est même montré largement menaçant. « *Vous serez surpris de tout ce qu'il est possible de faire* », a-t-il lancé, bravache, faisant craindre avec son élection l'avènement en Autriche d'une « *démocratie non libérale* », telle qu'elle existe déjà en Hongrie et en Pologne . Géographiquement, Vienne est à l'est de Prague. Politiquement peut-être aussi bientôt.

Lire aussi : [L'Autriche veut fermer sa frontière avec l'Italie](/europe/article/2016/04/13/l-autriche-betonne-sa-frontiere-avec-l-italie_4900978_3214.html) (/europe/article/2016/04/13/l-autriche-betonne-sa-frontiere-avec-l-italie_4900978_3214.html)